

# FINANCES

## LA NOTE AMERICAINE.

La hausse traditionnelle de janvier est encore à l'état de formation, elle est dans le moule d'où elle sortira sans doute prochainement, plus résistante que si elle eut, dès le début de l'année, été confiée à l'élément spéculatif qui l'aurait altérée en voulant lui donner une impétuosité dangereuse.

La déclaration du gouverneur Harding a immédiatement fait jaillir dans le cerveau spéculatif la possibilité d'une hausse nouvelle du taux de l'escompte et Wall Street, de ce fait, est plutôt enclin à restreindre ses opérations. Il ne faut pas en déduire toutefois qu'il a perdu courage, puisque le contraire est manifestement démontré par la résistance opposée à chaque recul et la facilité avec laquelle les relèvements se produisent. Encore que les cours évoluent lentement, l'on doit reconnaître que la cote se comporte très bien et qu'elle avance constamment dans la bonne direction.

Les causes actuelles d'incertitude tamisent les perspectives encourageantes d'avenir, voilà simplement pourquoi toute tentative des valeurs à s'élaner est de courte durée puisqu'il leur manque la lumière qui infailliblement les attirerait vers des sommets élevés.

Les bases fondamentales sont solides et le marché a récemment considérablement raffermi ses positions. Mais le besoin de l'heure est un commandement ferme et courageux, un commandement qui étant foncièrement convaincu de la puissance des perspectives de la cote, n'hésiterait ni ne faiblirait sous la pression des influences déprimantes du moment. — Fairbanks, Gosselin & Co.

## L'EXPORTATION DU CAPITAL ANGLAIS.

L'on s'attend à ce que cette année l'exportation du capital atteigne des proportions considérables.

Tout indique que durant ce trimestre l'activité financière atteindra un degré sans précédent spécialement en ce qui concerne l'organisation de capitaux pour les développements industriels, tant au pays qu'à l'étranger.

Les experts du marché s'attendent à ce que l'adoption en mars du budget avec les taxes qu'il comporte et les efforts que feront les représentants ouvriers au Parlement pour l'imposition de taxes sur le capital créent durant cette période une certaine hésitation.

Les deux dernières élections partielles qui ont eu lieu prouvent que l'élément ouvrier gagne de

plus en plus du terrain dans les classes moyennes de l'électorat.

La crainte de l'arrivée au pouvoir du parti ouvrier a une influence sur l'élaboration de nombre de projets industriels et commerciaux.

Cependant les tissus, les valeurs minières et plusieurs autres stocks spéculatifs font preuve d'une grande activité à cours de hausse.

Les valeurs de placement sont fortes, mais les rails ont réagi parce que les employés ne sont plus satisfaits des salaires cependant élevés qu'ils reçoivent.

Le sentiment général est à la hausse et la seule ombre au tableau consiste dans la situation ouvrière et les finances nationales, mais l'on croit que l'activité commerciale aidera à résoudre les problèmes financiers du pays.

La situation se complique, toutefois, du fait que la hausse des taux d'intérêt cause au gouvernement des difficultés financières considérables.

## UN MARCHÉ PUBLIC INTERNATIONAL.

M. Eugène Meyer, directeur de la War Finance Corporation, a prononcé à New-York un discours devant l'Association des correspondants de la presse étrangère, dans lequel il a recommandé l'établissement d'un marché public international pour certaines valeurs. D'après lui, c'est le moyen le plus normal et le plus rapide de venir en aide aux pays d'Europe frappés par la guerre, ainsi que des crédits à long terme.

M. Meyer a dit que les nations ayant besoin d'emprunts ont perdu beaucoup de temps à établir des projets pour résoudre les difficultés du commerce international qui devraient forcément s'élever à la suite de la cessation des prêts de la part du gouvernement des Etats-Unis.

M. Marcel Knecht, directeur du service d'information française, a été réélu président de l'Association des correspondants de la presse étrangère.

## FUSIONS DE BANQUES.

Une dépêche de New-York, annonce que les directeurs de la Merchants National Bank et ceux de la Bank of Manhattan Company ont approuvé le projet de fusion de ces deux institutions. On se rappelle que le contrôle de la Merchants National Bank est passé en 1918 entre les mains des financiers intéressés dans la Royal Bank of Canada et Aldred & Co.

Le résultat de cette fusion est la création d'une institution qui aura un capital et un surplus d'environ \$20,000,000, dont \$6,500,000 seront fournis par la Merchants National et \$13,500,000 par la Bank of Manhattan.